

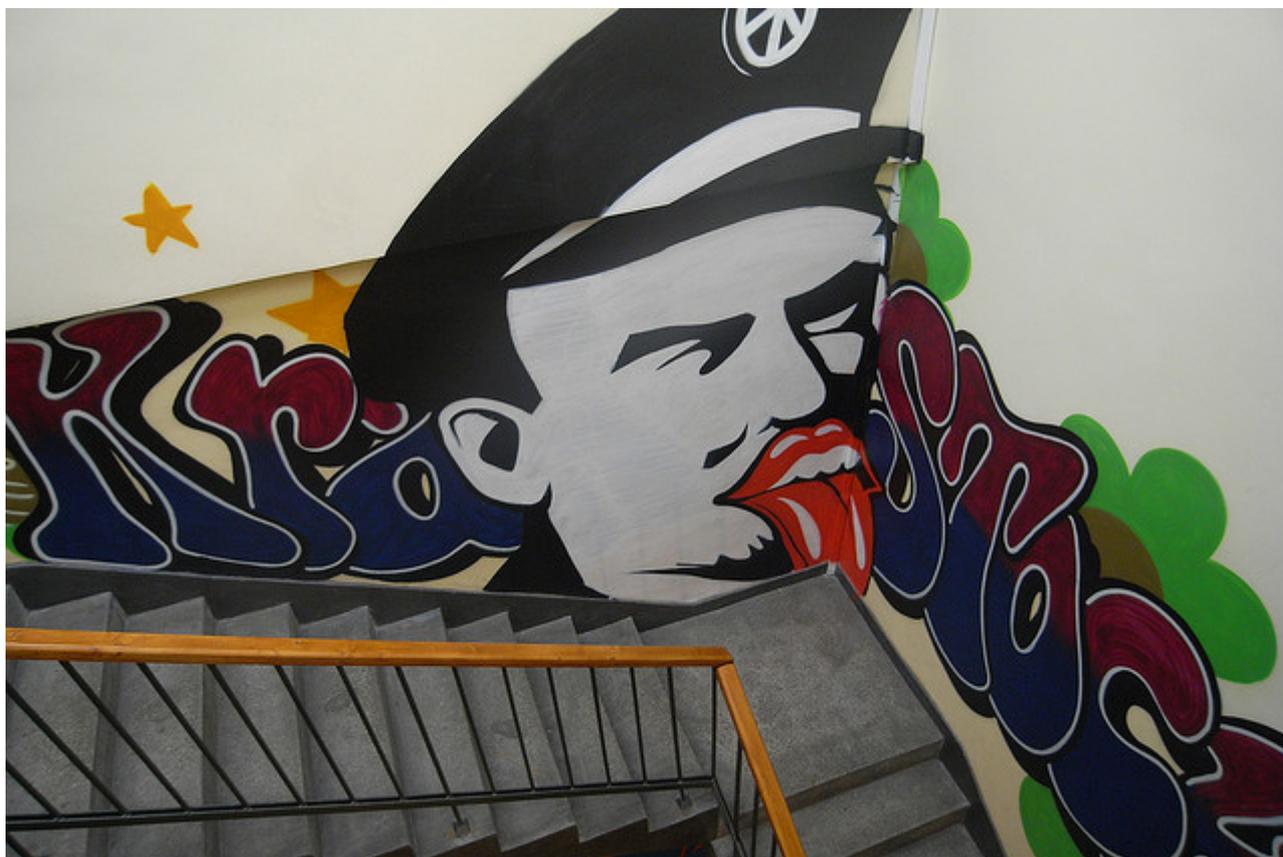
Stop ACTA : C'est l'Europe de l'Est qui ouvre la voie

Pologne, République Tchèque, Slovénie, Slovaquie, Roumanie, Bulgarie... c'est clairement à l'Est de l'Europe que la contestation contre ACTA est la plus forte^[1].

Ils descendent massivement dans la rue, sont actifs sur Internet et finissent par semer le doute parmi leurs gouvernements (cf cette carte limpide de la situation actuelle en Europe). Même l'Allemagne commence à s'interroger.

Pourquoi une telle mobilisation dans cette partie du monde et pourquoi cette *mollesse* en France et plus généralement en Europe occidentale où nous sommes encore loin de perturber ceux de chez nous qui ont signé le traité ?

Espérons que nous rattraperons le retard lors de la **prochaine manifestation prévue le samedi 25 février** prochain.



Les Européens de l'est à la pointe du combat pour les libertés sur Internet

Eastern Europeans fuel fight for Internet freedoms

Vanessa Gera - 18 février 2012 - Associated Press

(Traduction Framalang : Lamessen, OranginaRouge, Goofy, Lolo le 13)

La tradition de révolution politique de l'Europe de l'Est s'est mise à l'ère numérique. Cette fois, ce ne sont pas les communistes ou les pénuries alimentaires qui alimentent la colère, mais un traité international sur le droit d'auteur que ses opposants dénoncent comme menaçant la liberté sur Internet.

Un mouvement de contestation populaire a vu le jour le mois dernier en Pologne et s'est rapidement étendu à travers l'ancien bloc de l'Est et au-delà. L'opposition grandissante à l'Accord Commercial Anti-Contrefaçon, ou ACTA, a soulevé des doutes sur l'avenir du traité, qui est crucial pour le gouvernement des États-Unis et les économies des autres pays industrialisés.

Il y a eu des manifestations en Europe de l'Est, des attaques contre les sites gouvernementaux en République Tchèque et en Pologne, même des excuses sincères de l'ambassadeur slovaque qui l'a signé et s'est reproché d'avoir commis une « négligence citoyenne ».

Dans une région du monde où les gens se rappellent avoir été espionnés et contrôlés par des régimes communistes répressifs, le traité a provoqué la peur d'un nouveau régime de surveillance.

Le pacte doit permettre de lutter contre le vol de la propriété intellectuelle — comme les contrefaçons de sacs Gucci ou la violation des brevets pharmaceutiques. Mais il cible aussi le piratage en ligne, le téléchargement illégal de musiques, films et logiciels, et préconise des mesures que les opposants dénoncent comme amenant à la surveillance des internautes.

« La majorité des gens qui sont descendus dans la rue sont jeunes et ne se rappellent pas personnellement le communisme, mais la société polonaise tout entière s'en souvient », dit Jaroslaw Lipszyc, le président de la Modern Poland Foundation, une organisation consacrée à l'éducation et au développement d'une société d'informations.

« En Pologne, la liberté d'expression est une valeur importante, et il existe toute une histoire de la lutte pour celle-ci » explique Lipszyc. Ce fervent opposant à l'ACTA voit son action actuelle comme la suite logique du combat pour la liberté d'expression qui poussait sa famille à publier illégalement des essais anti-communistes dans son sous-sol dans les années 1980.

Les pays d'Europe de l'Est, y compris ceux qui sont maintenant dans l'Union Européenne, sont toujours beaucoup plus pauvres que ceux de l'Ouest, et parmi les opposants, certains craignent de perdre l'accès gratuit — parfois illégal — au divertissement. Avec un taux de chômage de 12.5% et un salaire minimum mensuel de seulement 1500 zlotys (*NdT : environ 350€*) avant impôt, et un salaire moyen de 3605 zlotys (*NdT : environ 850€*), beaucoup disent qu'ils ne peuvent pas se permettre de payer 20 zlotys (*NdT : 4.75€*) ou plus pour un billet de cinéma.

« Les gens sont furieux » dit Katarzyna Szymielewicz, directrice de la Panoptikon Foundation polonaise, qui milite pour le droit à la vie privée dans un contexte de surveillance moderne, et s'oppose à l'ACTA. « Nous avons des antécédents de soulèvement contre l'injustice ».

ACTA est passé d'un obscur traité international à un sujet de débat en Pologne depuis la mi-janvier quand le gouvernement a dit qu'il le ratifierait dans les prochains jours. Les organisations des droits civiques comme Panoptikon ont été scandalisées car le gouvernement ne les a pas consultées. K. Szymielewicz a expliqué qu'ils avaient alerté sur Twitter et d'autres réseaux sociaux, faisant ainsi réagir les activistes d'Internet en Pologne et à l'étranger — dont certains faisant partie du groupe « Anonymous » — par des attaques sur les sites gouvernementaux dont ceux du premier ministre et du parlement, les rendant injoignables pendant plusieurs jours.

La colère est née d'une forte frustration de la société, en particulier chez les jeunes, fondée sur une pénurie d'emplois et un sentiment d'éloignement du processus politique.

« C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase », dit Szymielewicz. « Internet est un espace de liberté — les gens estiment que ça leur appartient vraiment — et subitement le gouvernement interfère avec cet espace ».

Les Polonais et d'autres ont aussi été préparés à agir car beaucoup ont suivi

l'opposition aux États-Unis contre deux projets similaires, le Stop Online Piracy Act et le Protect Intellectual Property Act — connus du grand public comme SOPA et PIPA. Les législateurs américains ont reporté ces projets de lois après une pression massive incluant un blackout d'une journée de Wikipédia et d'autres géants du Web.

Quelques jours plus tard, les Polonais descendaient dans la rue à travers tout le pays contre l'ACTA — activisme qui se propagea à Berlin, Sofia, Budapest et de nombreuses autres villes où les gens se sont rassemblés par milliers samedi dernier (*NdT : le 11 février*). D'autres rassemblements sont prévus **pour le 25 février**.

Les opposants sont aussi en colère parce que le traité a été négocié pendant plus de 4 ans en secret sans la moindre présence d'organisations de défense des droits civiques, leur donnant ainsi l'impression d'un accord secret au bénéfice exclusif des toutes-puissantes industries.

Les États-Unis et d'autres partisans de l'ACTA affirment que ce ne sera pas intrusif. Ils soutiennent que la protection des droits de la propriété intellectuelle est nécessaire pour préserver l'emploi dans les industries innovantes. Le piratage en ligne de films et musiques coûte des milliards de dollars aux compagnies américaines chaque année.

Washington assure également que les individus ne seront pas surveillés en ligne et que ACTA ciblera plutôt les entreprises qui tirent des profits de l'utilisation de produits piratés comme les logiciels. « Les libertés civiles ne seront pas réduites », déclare le bureau du Représentant américain au commerce, qui a signé l'ACTA en octobre.

Mais les opposants disent que l'accord est rédigé de façon tellement flou qu'il est difficile de savoir ce qui serait légal et ce qui ne le serait pas. Certains craignent d'être poursuivis par exemple pour mixer des vidéos personnelles avec une chanson de Lady Gaga et les mettre sur YouTube pour les partager avec leurs amis.

« Comme ce qui est permis n'est pas clair, les gens vont limiter leur créativité », explique Anna Mazgal, une activiste des droits civils polonaise de 32 ans. « Les gens pourraient se censurer eux-même par peur, parce que c'est trop vague ».

De nombreux opposants accusent également l'ACTA de placer les intérêts commerciaux au-dessus de droits comme la liberté d'expression.

« Il n'est pas surprenant que les citoyens européens soient descendus dans les rues par milliers pour protester contre un accord qui place les intérêts économiques privés au-dessus de leurs libertés fondamentales », dit Gwen Hinze, la directrice internationale de la propriété intellectuelle de l'Electronic Frontier Foundation, une fondation basée à San Francisco qui défend les libertés civiles sur Internet.

Tout ce tapage a mis les partisans de l'ACTA sur la défensive, pour le moment. L'accord a déjà été signé par les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud et 20 autres pays.

Mais quelques gouvernements dont la Pologne, la Slovaquie et la Bulgarie commencent à dire qu'ils ne le ratifieront pas. La République Tchèque a dit qu'il faudrait étudier attentivement la question avant de se prononcer. Un test décisif aura lieu cet été quand le Parlement Européen le soumettra au vote.

L'Allemagne annonce qu'elle soutient l'ACTA pour la défense de la propriété intellectuelle, mais a promis de dissiper les doutes à son propos avant de le signer. Des milliers de personnes ont manifesté samedi dernier contre ACTA à travers l'Allemagne où la protection des données a été longtemps un sujet sensible et où les administrations sont montées au créneau face à des géants d'Internet comme Google ou Facebook à propos des questions de vie privée.

L'ambassadrice slovène au Japon qui a signé le traité à Tokyo le mois dernier au nom de son pays s'est excusée depuis, expliquant qu'elle n'avait pas compris à ce moment à quel point cela pourrait restreindre la Liberté « sur le plus important réseau de l'histoire de l'Humanité ».

« J'ai signé l'ACTA par négligence civique » a écrit Helena Drnovšek Zorko sur son blog.

Notes

[1] Crédit photo : Nina Jean (Creative Commons By-Nd)